

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Contentieux indemnitaire ASTESANO contre Montpellier - Approbation d'un protocole transactionnel

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Madame ASTESANO a intégré les effectifs de la Ville de Montpellier en septembre 2009, au grade de directeur territorial, et a été affectée sur le poste de Directrice de la Culture et du Patrimoine. Par un courrier du 4 mars 2015, Madame ASTESANO a été informée de ce que la commission administrative paritaire avait rendu un avis favorable à sa mobilité et que la Ville de Montpellier avait décidé de suivre cet avis et de l'affecter, à compter du 16 mars 2015, sur le poste de Directrice de la Cohésion Sociale.

Par une requête enregistrée le 11 mai 2015 Madame ASTESANO a demandé au Tribunal administratif de Montpellier d'annuler la décision en date du 4 mars 2015.

Par un jugement rendu le 21 septembre 2016, le Tribunal administratif de Montpellier a décidé d'annuler la décision contestée par Madame ASTESANO et la Cour administrative d'appel de Marseille a confirmé, par arrêt du 30 janvier 2018, ce jugement.

Par une réclamation préalable du 15 octobre 2018, Madame ASTESANO a mis en demeure la commune de Montpellier de lui verser une somme de 21 500 € en raison des préjudices qui résulteraient de ce changement d'affectation.

Par une requête enregistrée le 29 janvier 2019, Madame ASTESANO a demandé au tribunal administratif de Montpellier de condamner la Ville à lui verser une somme de 21 500 € outre une somme de 3 000 € au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

L'introduction de ces recours a conduit la Ville de Montpellier à reconsidérer les préjudices de Madame ASTESANO, à l'aune des arguments développés par l'intéressée. Cette analyse affinée a dévoilé que la décision de changement d'affectation ayant été annulée par les juridictions administratives, Madame ASTESANO était en droit de prétendre à l'indemnisation de tous les préjudices ressentis en lien avec cette décision. Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, et de la volonté réciproque des deux parties de mettre un terme à ce contentieux administratif indemnitaire à l'issue incertaine, les parties se sont rapprochées en vue de procéder au règlement amiable de cette affaire.

Tel est l'objet du projet de protocole transactionnel de la présente délibération, lequel prévoit un renoncement par Madame ASTESANO au contentieux indemnitaire engagé contre la commune de Montpellier en contrepartie d'une indemnisation globale et forfaitaire d'un montant de 18 000 €.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de règlement du contentieux indemnitaire opposant Mme ASTESANO Valerie à la commune de Montpellier par la voie d'un protocole transactionnel ;
- d'approuver, à cet effet, les termes du protocole transactionnel prévoyant un montant d'indemnisation global de 18 000 € en contrepartie du renoncement par Madame ASTESANO au recours indemnitaire engagé par ses soins ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole transactionnel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-145527-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.